

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works and Government Services / Travaux publics et services gouvernementaux

Kingston Procurement

Des Acquisitions Kingston

86 Clarence Street, 2nd floor

Kingston

Ontario

K7L 1X3

Bid Fax: (613) 545-8067

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux publics
et services gouvernementaux

Kingston Procurement

Des Acquisitions Kingston

86 Clarence Street, 2nd floor

Kingston

Ontario

K7L 1X3

| | |
|---|---|
| Title - Sujet Paint and Vehicle Body Repair | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation W0125-17CR03/A | Date 2016-12-01 |
| Client Reference No. - N° de référence du client W0125-17CR03 | GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$KIN-565-7072 |
| File No. - N° de dossier KIN-6-46120 (565) | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-01-16 | Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST |
| Delivery Required - Livraison exigée See Herein | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bouzegaoui, Fatimazahra | Buyer Id - Id de l'acheteur kin565 |
| Telephone No. - N° de téléphone (613)545-8066 () | FAX No. - N° de FAX (613)545-8067 |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 8 WING TRENTON RCEME 7 WINNIPEG AVE ASTRA Ontario K0K3W0 Canada | |
| Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité. | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|---|-------------|
| Vendor/Firm Name and Address | |
| Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| | |
| Telephone No. - N° de téléphone | |
| Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) | |
| Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----------|
| PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX..... | 3 |
| 1.1 INTRODUCTION..... | 3 |
| 1.2 SOMMAIRE | 3 |
| 1.3 COMPTE RENDU | 4 |
| PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS..... | 4 |
| 2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES | 4 |
| 2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES..... | 4 |
| 2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE | 4 |
| 2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES | 6 |
| 2.5 LOIS APPLICABLES | 6 |
| PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES..... | 6 |
| 3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES | 6 |
| PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION | 7 |
| 4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION | 7 |
| 4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION | 8 |
| PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES | 8 |
| 5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE..... | 8 |
| 5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES | 8 |
| 5.3 PROGRAMME DES MARCHANDISES CONTRÔLÉES – SOUMISSION | 9 |
| PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES | 9 |
| 6.1 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE | 9 |
| PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT..... | 9 |
| A. OFFRE À COMMANDES | 9 |
| 7.1 OFFRE..... | 9 |
| 7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ | 9 |
| 7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES | 10 |
| 7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES | 10 |
| 7.5 RESPONSABLES..... | 10 |
| 7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES | 11 |
| 7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS | 11 |
| 7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE | 11 |
| 7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES | 11 |
| 7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS | 12 |
| 7.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES | 12 |
| 7.12 LOIS APPLICABLES | 12 |
| B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT | 12 |
| 7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX..... | 12 |
| 7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES..... | 12 |
| 7.3 DURÉE DU CONTRAT..... | 13 |

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0125-17CR03/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-07CR03

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46120

Id de l'acheteur - Buyer ID
Kin 565
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

| | | |
|---|--|-----------|
| 7.4 | DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES | 13 |
| 7.5 | PAIEMENT | 13 |
| 7.6 | INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION..... | 14 |
| 7.7 | EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE | 14 |
| 7.8 | CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i> | 14 |
| ANNEXE « A » | | 15 |
| | ÉNONCÉ DES TRAVAUX | 15 |
| ANNEXE « B » | | 17 |
| | BASE DE PAIEMENT | 17 |
| ANNEXE « C » | | 19 |
| | LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ | 19 |
| ANNEXE « D » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES | | 20 |
| | INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE..... | 20 |
| ANNEXE « E »..... | | 21 |
| | EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE | 21 |
| ANNEXE « F »..... | | 23 |
| | SYSTÈME DE REVÊTEMENT RÉSISTANT AUX AGENTS CHIMIQUES (RRAC) | 23 |

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- 1.2.1 L'entrepreneur doit fournir la main d'œuvre, les pièces et les matériaux nécessaires à l'exécution de réparation de carrosserie, peinture, sablage et Sodablast pour tous les véhicules utilitaires légers et lourds, modèle militaire (SMP) véhicules standard et de l'équipement. Entrepreneur doit également avoir bâti l'équipement de redressement avec une capacité pour les poids lourds de réparation de camions, la capacité de réparer et souder l'acier et des carrosseries de véhicules en aluminium et les cadres et une cabine de peinture adéquate pour les véhicules légers et lourds, y compris, mais sans s'y limiter, les tracteurs routiers, véhicules d'urgence, les autobus, les bateaux et l'équipement de soutien de l'aérodrome. Entrepreneur doit être en mesure d'effectuer des réparations en fibre de verre, mais sans s'y limiter, les coques de bateaux, des autobus et des réservoirs de camion de pompiers. Tous les travaux doivent être effectués sur demande pour l'Escadron de transport du Génie électrique et mécanique (Esc TGEM), à l'appui direct de la 8e Escadre de la BFC Trenton.
- 1.2.2 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2016-04-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,
« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur [la Politique des marchés : 2012-2](#) et [les Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (1 copies papier)

Section II : offre financière (1 copies papier)

Section III: attestations (1 copies papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe "B", Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Évaluation du prix

Clause du Guide des CCUA M0220T (2016-01-28), Évaluation du prix – offre

Le taux horaire ferme indiqué dans la section Base d'établissement des prix A sera multiplié par le nombre estimé d'heures de travail, et le pourcentage d'escompte indiqué dans la section Base d'établissement des prix B sera multiplié par le prix estimé, et le résultat déduit de ce prix estimé.

Les prix calculés pour chaque base d'établissement des prix seront additionnés pour former le prix total pour chaque année.

Le prix évalué sera la somme des prix totaux calculés pour chaque année.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection

Clause du *Guide des* [CCUA M0069T \(2007-05-25\), Méthode de sélection](#)

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée.

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848) (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.3 Programme des marchandises contrôlées – soumission

Clause du *Guide des CCUA* [A9130T](#) (2014-11-27), Programme des marchandises contrôlées - soumission

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe E si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

[2005](#) (2016-04-04), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « A ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les ans au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition annuelle :

- 1ère année: 31 Mars 2017;
- 2ème année: 31 Mars 2018;
- 3ème année: 31 Mars 2019;

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1 Janvier 2017 au 31 Décembre 2019.

7.4.2 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Fatimazahra Bouzegaoui

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0125-17CR03/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-07CR03

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46120

Id de l'acheteur - Buyer ID
Kin 565
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Titre : Officier contractant
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction: Des Acquisitions Kingston
Adresse: 86 Clarence St., 2nd floor
Kingston, Ontario
K7L 1X3
Téléphone : 613-545-8066
Télécopieur : 613-545-8067
Courriel : fatimazahra.bouzegeaoui@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant

Nom : _____
Téléphone : _____
Courriel : _____

7.6 Divulgaration proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : l'Escadron de transport du Génie électrique et mécanique (Esc TGEM), à l'appui direct de la 8e Escadre de la BFC Trenton.

7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes.

7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser \$25,000.00 (taxes applicables incluses).

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2016-04-04), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- g) l'Annexe « E », Exigences en matière d'assurance;
- h) l'Annexe « F », Système De Revêtement Résistant Aux Agents Chimiques (RRAC)
- i) l'offre de l'offrant en date du _____ (insérer la date de l'offre),

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (insérer la loi de la province ou du territoire) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2016-04-04) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être réalisés durant la période du _____ (*indiquer la date du début des travaux*) au _____ (*indiquer la date de la fin des travaux*).

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

La base de paiement ci-joint en annexe «B» doit être utilisée pour le prix de toute commande subséquente faite en vertu de cette offre à commandes.

7.5.2 Limitation des dépenses

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.5.3 Paiement unique

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) [H1000C](#) (2008-05-12) - Paiement unique

7.5.4 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

7.7 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe « E ».
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.8 Clauses du Guide des CCUA

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) **A9131C** (2014-11-27) Programme des marchandises contrôlées - contrat

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, des pièces et des matériaux nécessaires aux réparations de la carrosserie, au peinturage, au décapage au jet de sable et au nettoyage au bicarbonate de soude de la totalité des véhicules commerciaux légers et lourds, des véhicules de modèle militaire normalisé (MMN) et du matériel. L'entrepreneur doit aussi posséder du matériel de redressage de cadres pouvant permettre la réparation de camions lourds, la capacité de réparer et de souder des cadres et carrosseries en acier et en aluminium, ainsi qu'une cabine de peinture adéquate pour les véhicules à usage léger et à usage lourd incluant, sans s'y limiter, les tracteurs routiers, les véhicules d'urgence, les autobus, les bateaux ainsi que le matériel de soutien des aérodromes. L'entrepreneur doit être capable de réparer la fibre de verre des coques de bateaux, des autobus et des réservoirs des camions d'incendie, entre autres. Tous les travaux doivent être effectués sur demande pour l'Escadron de transport du Génie électrique et mécanique (Esc TGEM), à l'appui direct de la 8^e Escadre de la BFC Trenton.

1. Tous les véhicules de modèle militaire normalisé doivent être recouverts d'un revêtement de peinture résistant aux agents chimiques (RRAC) fourni par le ministère de la Défense nationale (MDN). La peinture fournie sera considérée comme une marchandise contrôlée, comme exigé par la Direction des marchandises contrôlées du MDN. Les soumissionnaires doivent détenir une immatriculation valide auprès de la Direction des marchandises contrôlées au moment de la présentation de la soumission. Pour de plus amples renseignements sur cette immatriculation, consulter le site Web suivant : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/dmc-cgd/inscrtptn-rgstrtn-fra.html>
2. L'entrepreneur doit détenir une certification pour l'utilisation de revêtements de peinture résistants aux agents chimiques, et cette certification doit être fournie au moment de la présentation de la soumission.
3. Tous les travaux d'entretien, d'inspection et de réparation doivent être effectués par des mécaniciens brevetés ou par des apprentis mécaniciens sous la supervision d'un mécanicien breveté.
4. Les travaux effectués en vertu du présent contrat seront sujets à inspection et acceptation par le responsable de projet. Cela inclut notamment les inspections des travaux en cours lors des phases de démontage et de réparation.
5. Lorsque demandé, divers types de véhicules ou de composants peuvent devoir être transportés ou remorqués de la BFC Trenton aux installations de l'entrepreneur. La BFC Trenton peut transporter ou remorquer des véhicules en provenance et à destination des installations de l'entrepreneur ou l'entrepreneur peut devoir fournir ce service.
6. L'entrepreneur ne doit pas substituer des pièces du fabricant d'équipement d'origine (FEO) sans le consentement express du responsable de projet.
7. Le consentement écrit du responsable de projet est requis pour l'exécution de travaux de réparation autres que ceux indiqués dans la commande subséquente n° 942. Une version modifiée de la commande subséquente n° 942 sera émise par le responsable de projet afin d'y intégrer les travaux supplémentaires.

-
- 8. Lieu où s'effectueront les réparations :** Les réparations doivent être effectuées dans les installations de l'entrepreneur. L'entrepreneur peut devoir organiser des inspections dans les locaux de l'Esc TGEM aux fins d'estimation.
- 9. Estimations :** Une fois que l'estimation des coûts a été soumise et acceptée par le responsable de projet, les travaux ou les services complets devront être effectués ou fournis à un coût ne dépassant pas 110 % de cette estimation. Les coûts estimatifs prévus dans la commande subséquente ne pourront être dépassés sans l'autorisation écrite expresse du responsable de projet.
- 10. Besoin urgent :** Les réparations de véhicules ou de composants doivent être effectuées, et le véhicule retourné à l'Esc TGEM, 8^e Escadre, BFC Trenton dans les trois (3) jours ouvrables suivant la réception du véhicule indiqué dans la commande subséquente n° 942.
- 11. Besoin non urgent :** Les réparations de véhicules ou de composants doivent être effectuées, et le véhicule retourné à l'Esc TGEM, 8^e Escadre, BFC Trenton dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception du véhicule indiqué dans la commande subséquente n° 942.
- 12. Cartes de pointage :** Des cartes de pointage précises doivent être conservées à des fins de vérification ultérieure.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0125-17CR03/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-07CR03

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46120

Id de l'acheteur - Buyer ID
Kin 565
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Le soumissionnaire doit fournir un prix pour tous les articles. Le format de l'établissement des prix ne doit pas être modifié, sauf pour ajouter des chiffres dans les espaces laissés vides. Les prix ne doivent pas être indexés en fonction de taux de change ou d'indices commerciaux. Tous les prix doivent être indiqués nets en dollars canadiens et comprendre les droits de douane du Canada ainsi que les taxes d'accise; les destinations FAB doivent être indiquées, incluant tous les frais de livraison. La TPS ne doit pas être incluse dans le prix et doit être indiquée séparément sur les factures.

La prestation de services de remorquage, le cas échéant, doit être PRÉAPPROUVÉE par écrit par le responsable de projet, qui devra alors émettre une nouvelle commande subséquente 942. Ces services devront être facturés au prix coûtant, sans aucune indemnité supplémentaire pour les coûts indirects ou les profits. Des copies des factures pertinentes doivent être soumises au responsable de projet.

Tous les renseignements en italique seront supprimés de la section Base de paiement à l'attribution du contrat.

1.0 Période d'établissement de prix – Année 1 - du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017

BASE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX « A1 » : Véhicules de modèle militaire normalisé (MMN) et commerciaux légers et lourds

Taux horaire ferme pour réparations à la carrosserie, décapage au jet de sable et peinturage de véhicules de modèle militaire normalisé et commerciaux légers et lourds. (Tous les matériaux, y compris les pièces et la peinture, seront inclus dans la base d'établissement des prix « B1 » ci-dessous).

Taux horaire ferme : _____ \$ par heure pour un total estimatif de 376 heures.

BASE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX « B1 » : Matériaux supplémentaires

Le matériel, les pièces de rechange et tous les autres articles connexes, y compris la peinture (sauf les revêtements de peinture résistants aux agents chimiques), tels que décrits dans l'énoncé des besoins, qui ne sont pas fournis gratuitement et ne sont pas disponibles dans le cadre d'autres offres à commandes, seront fournis au prix coûtant de l'entrepreneur, moins le pourcentage (%) d'escompte accordé sur le prix de détail suggéré par le fabricant. TVH en sus.

Escompte : _____ % pour une utilisation estimative de 17 000 \$:

Valeur globale totale pour la première année (A1 + B1) : _____ \$

2.0 Période d'établissement de prix – Année 2 - du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2017

BASE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX « A2 » : Véhicules de modèle militaire normalisé (MMN) et commerciaux légers et lourds

Taux horaire ferme pour réparations à la carrosserie, décapage au jet de sable et peinturage de véhicules de modèle militaire normalisé et commerciaux légers et lourds. (Tous les matériaux, y compris les pièces et la peinture, seront inclus dans la base d'établissement des prix « B2 » ci-dessous).

Taux horaire ferme : _____ \$ par heure pour un total estimatif de 376 heures.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0125-17CR03/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-07CR03

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46120

Id de l'acheteur - Buyer ID
Kin 565
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

BASE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX « B2 » : Matériaux supplémentaires

Le matériel, les pièces de rechange et tous les autres articles connexes, y compris la peinture (sauf les revêtements de peinture résistants aux agents chimiques), tels que décrits dans l'énoncé des besoins, qui ne sont pas fournis gratuitement et ne sont pas disponibles dans le cadre d'autres offres à commandes, seront fournis au prix coûtant de l'entrepreneur, moins le pourcentage (%) d'escompte accordé sur le prix de détail suggéré par le fabricant. TVH en sus.

Escompte : _____ % pour une utilisation estimative de 17 000 \$:

Valeur globale totale pour la deuxième année (A2 + B2) : _____ \$

3.0 Période d'établissement de prix – Année 3 - du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019

BASE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX « A3 » : Véhicules de modèle militaire normalisé (MMN) et commerciaux légers et lourds

Taux horaire ferme pour réparations à la carrosserie, décapage au jet de sable et peinturage de véhicules de modèle militaire normalisé et commerciaux légers et lourds. (Tous les matériaux, y compris les pièces et la peinture, seront inclus dans la base d'établissement des prix « B3 » ci-dessous).

Taux horaire ferme : _____ \$ par heure *pour un total estimatif de 376 heures.*

BASE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX « B3 » : Matériaux supplémentaires

Le matériel, les pièces de rechange et tous les autres articles connexes, y compris la peinture (sauf les revêtements de peinture résistants aux agents chimiques), tels que décrits dans l'énoncé des besoins, qui ne sont pas fournis gratuitement et ne sont pas disponibles dans le cadre d'autres offres à commandes, seront fournis au prix coûtant de l'entrepreneur, moins le pourcentage (%) d'escompte accordé sur le prix de détail suggéré par le fabricant. TVH en sus.

Escompte : _____ % pour une utilisation estimative de 17 000 \$:

Valeur globale totale pour la troisième année (A3 + B3) : _____ \$

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0125-17CR03/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-07CR03

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46120

Id de l'acheteur - Buyer ID
Kin 565
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(Insérer s'il y a lieu)



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0125-17-CR003

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLAS

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

| PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE | | |
|---|--|---|
| 1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine Department of National Defence (DND) | | 2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction RCAF - ICAD - 8 Wing - Tr/RCEME Sqn |
| 3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance | | 3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant |
| 4. Brief Description of Work / Brève description du travail Paint and Body Work Repair | | |
| 5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? | | <input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui |
| 5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? | | <input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui |
| 6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis | | |
| 6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c) | | <input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui |
| 6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. | | <input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui |
| 6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? | | <input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui |
| 7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès | | |
| Canada <input type="checkbox"/> | NATO / OTAN <input type="checkbox"/> | Foreign / Étranger <input type="checkbox"/> |
| 7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion | | |
| No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/> | All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/> | No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/> |
| Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/> | | |
| Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> | Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> | Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> |
| Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: | Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: | Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: |
| 7. c) Level of information / Niveau d'information | | |
| PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/> | NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/> | PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/> |
| PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/> | NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/> | PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/> |
| PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/> | NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> | PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/> |
| CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> | NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/> | CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> |
| SECRET SECRET <input type="checkbox"/> | COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/> | SECRET SECRET <input type="checkbox"/> |
| TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/> | | TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/> |
| TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/> | | TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/> |



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0125-17-CR003

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLAS

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité:

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel:
Document Number / Numéro du document:

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|--|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:
Commentaires spéciaux:

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0125-17-CR003

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLAS

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

| Category Catégorie | PROTECTED PROTÉGÉ | | | CLASSIFIED CLASSIFIÉ | | NATO | | | | | COMSEC | | | | | |
|--|----------------------|---|---|----------------------------------|--------|-------------------------------|---|--|----------------|---|----------------------|---|---|----------------------------------|--------|-------------------------------------|
| | A | B | C | CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL | SECRET | TOP SECRET TRÈS SECRET | NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE | NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL | NATO SECRET | COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET | PROTECTED PROTÉGÉ | | | CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL | SECRET | TOP SECRET TRÈS SECRET |
| | | | | | | | | | | | A | B | C | | | |
| Information / Assets Renseignements / Biens Production | | | | | | | | | | | | | | | | |
| IT Media / Support TI | | | | | | | | | | | | | | | | |
| IT Link / Lien électronique | | | | | | | | | | | | | | | | |

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0125-17-CR003

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLAS

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Jane Lloyd

Contracts Clerk

Telephone No. - N° de téléphone
613-392-2822 Ext 4876

Facsimile No. - N° de télécopieur
613-965-2113

E-mail address - Adresse courriel
jane.lloyd@forces.gc.ca

Date
26 October 2016

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Lt Valade

A/USS

Telephone No. - N° de téléphone
613-392-2811 Ext 3627

Facsimile No. - N° de télécopieur
613-965-2113

E-mail address - Adresse courriel
dominic.valade@forces.gc.ca

Date
26 October 2016

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0125-17CR03/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-07CR03

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46120

Id de l'acheteur - Buyer ID
Kin 565
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE « E »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. Assurance de responsabilité civile commerciale (2014-06-26) G2001C

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat. (Les agents de négociation des contrats doivent insérer les options applicables parmi les suivantes, et renuméroter en conséquence.)

l. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

2. Assurance responsabilité civile automobile (2014-03-01) G2020C

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - c. Garantie non-assurance des tiers;
 - d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - e. Responsabilité à l'égard des dommages causés à des véhicules n'appartenant pas à l'assuré : Ontario : FMPO 27 ou 27B; Québec : FAQ n° 27; Autres provinces : SEF n° 27

3. Assurance des clients du dépositaire (2008-05-12) G2050C

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance des clients du dépositaire pour les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle, aux fins de réparations ou d'entretien, et dont le montant de la protection ne doit pas être inférieur à 2,000,000\$. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante : coût de remplacement (nouveau).

1. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.
2. La police d'assurance des clients du dépositaire doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - b. Règlement des demandes d'indemnité : Le produit de l'assurance pour la perte d'un bien appartenant au Canada ou pour les dommages causés à ces derniers doit être versé à la partie appropriée, selon les instructions de l'autorité contractante.
 - c. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par le ministère de la Défense nationale et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage aux biens, peu en importe la cause.

ANNEXE « F »

SYSTÈME DE REVÊTEMENT RÉSISTANT AUX AGENTS CHIMIQUES (RRAC)

1. Étendue des travaux

1.1. Le présent document décrit les procédures à respecter pour peindre les surfaces à l'aide d'un système de RRAC. Les travaux doivent être effectués conformément aux prescriptions de la norme MIL-DTL-53072 (édition en vigueur).

2. Acronymes

RRAC : Revêtement résistant aux agents chimiques
FC : Forces Canadiennes
DGGPET : Directeur général – Gestion du programme d'équipement terrestre
GCRM : Gestionnaire du cycle de vie du matériel
SCMD : Sous-chef d'état-major de la Défense
NBC : Nucléaire, biologique et chimique
SSPC : Steel Structure Painting Council (É.-U.)

3. Documents pertinents

DOD-P-15328 *Primer (Wash), Pre-treatment (Formula 1 17 For Metals) (Metric)* (en anglais seulement)
FED-STD-595B *US Federal Standard-Colors Used in Government Procurement* (en anglais seulement)
MIL-DTL-53072 *Chemical Agent Resistant Coating (CARC) Application Procedures and Quality Control Inspection* (en anglais seulement)
MIL-DTL-64159 *Coating, Water Dispersible Aliphatic Polyurethane, Chemical Agent Resistant* (en anglais seulement)
MIL-DTL-53022 *Primer, Epoxy Coating, Corrosion Inhibiting, Lead and Chromate Free* (en anglais seulement)
MIL-PRF-22750 *Performance Specification, Coating, Epoxy, High Solids* (en anglais seulement) *TT-C-490 Chemical Conversion Coatings and Pre-treatments for Ferrous Surfaces (Base for Organic Coatings)* (en anglais seulement)

4. Exigences

4.1. Un RRAC doit être appliqué sur les surfaces conformément aux directives suivantes :

4.1.1. Nettoyage

4.1.1.1. Le nettoyage doit être effectué juste avant la préparation d'une surface. Avant cette préparation, les surfaces doivent être débarrassées de toute trace de corrosion et des impuretés comme la graisse, l'huile, le flux de soudage, les écailles et tout autre corps étranger risquant de nuire à la préparation, au traitement ou au revêtement de la surface. À cette fin, effectuer un nettoyage alcalin à chaud par immersion, vaporisation ou par application de vapeur.

4.1.1.2. Pour la préparation de la surface des pièces de métal, effectuer un nettoyage mécanique ou abrasif afin d'obtenir un fini de surface métallique à blanc SSPC-SP-5 qui confère un profil de 13 microns. En ce qui concerne la préparation de surfaces des pièces non métalliques, il faut frotter la surface avec un papier abrasif d'un grain de 180.

4.1.1.3. Il faut prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer que les surfaces demeurent propres et **sèches** jusqu'à ce qu'elles soient traitées ou enduites de peinture.

4.1.2. Traitement de la surface

4.1.2.1. Les composants métalliques doivent subir un prétraitement organique, répondant aux exigences de la norme TT-C-490 type III (DOD-P-15328).

4.1.3. Couche d'apprêt

4.1.3.1. Un apprêt répondant aux exigences de la norme MIL-DTL-53022 (édition en vigueur) *type II, Epoxy Coating*, ou à la norme MIL-DTL-53030 (édition en vigueur) *Water Reducible Epoxy Coating* (documents en anglais seulement) doit être appliqué.

4.1.4. Revêtement de finition

4.1.4.1. Surfaces extérieures. Une couche de finition de revêtement de polyuréthane répondant aux exigences de la norme MIL-DTL-64159 type II (édition en vigueur), de couleur 34094 (vert mat), conformément à la norme FED-STD-595B, doit être appliquée.

4.1.4.2. Surfaces intérieures. Une couche de finition de revêtement en résine époxyde répondant aux exigences de la norme MILPRF- 22750 (édition en vigueur), de couleur 17925 (blanc brillant), conformément à la norme FED-STD- 595B, doit être appliquée.

4.1.5. Sélection des matériaux

4.1.5.1. Les matériaux utilisés doivent être choisis parmi ceux figurant sur la liste des produits homologués et ils doivent être appliqués conformément aux instructions du fabricant, de manière à satisfaire aux exigences de la norme MIL-DTL-53072 (édition en vigueur). Après acceptation du rapport relatif aux essais du premier article, une liste des matériaux utilisés doit être envoyée en format électronique à l'autorité technique du projet/au responsable du contrat pour que les FC valident la configuration et s'assurent que ces matériaux ne présentent pas de danger sur le plan de la santé et de la sécurité.

4.1.6. Autres

4.1.6.1. Si le RRAC, spécifié dans les présentes, nuit aux caractéristiques conceptuelles des composants essentiels au fonctionnement du matériel, le fabricant doit trouver et proposer un revêtement de substitution approprié, qui soit très résistant aux agents chimiques et à la corrosion. Après approbation du système de revêtement de substitution par le GCVM spécialiste des revêtements du DGGPET, l'entrepreneur ne pourra pas utiliser celui-ci avant d'avoir reçu du SCEMD l'autorisation de faire une entorse à la règle relative à la résistance aux agents NBC. Le système de revêtement de substitution approuvé doit être signalé à l'autorité technique du projet/au responsable du contrat afin que les FC valident la configuration et s'assurent qu'il ne présente pas de danger sur le plan de la santé et de la sécurité